



N°2025_12_109

Envoyé en préfecture le 17/12/2025
Reçu en préfecture le 17/12/2025
Publié le 17/12/2025
ID : 044-214401564-20251215-2025_12_109-AI



Décision du Maire **Prise en application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Objet : régularisation et attribution d'une aide à l'emploi dans le cadre du dispositif GIP Cafés Cultures

Le Maire de la commune de Corcoué-sur-Lognon,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2020_05_29 en date du 25 mai 2020 par laquelle le Conseil municipal de Corcoué-sur-Lognon a délégué à M. le Maire, pour la durée du mandat, le pouvoir de demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le Conseil municipal, l'attribution de subventions ;

Vu le décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016 ;

Considérant que le GIP Cafés Cultures a informé la commune que la demande d'aide à l'emploi a été acceptée ;

Considérant que le montant de l'aide attribuée à la commune s'élève à 93,44 € net ;

Considérant qu'il appartient au maire de formaliser l'acceptation de cette subvention et de procéder à sa régularisation administrative ;

DÉCIDE

Article 1 : d'accepter la subvention attribuée par le GIP Cafés Cultures dans le cadre de la demande d'aide à l'emploi déposée pour le spectacle de Marionnettes « Le Tour du Monde de Félix et Croquette » qui a eu lieu Mercredi 26 novembre 2025 à l'accueil périscolaire l'Escapade à destination des enfants accueillis ce jour là.

Article 2 : Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES		RECETTES	
Poste budgétaire	Montant (€)	Poste budgétaire	Montant (€)
6413 – Rémunérations du personnel non titulaire	316.98€	74 - Subventions d'exploitation	640.18€
6450 - Charges de sécurité sociale et de prévoyance	323.20€	GIP Cafés Cultures	93.44 €
		Part communale	546.74 €
Total	640.18€	Total	640.18€

Article 3 : La présente décision vaut régularisation a posteriori de la demande initiale, conformément aux règles applicables au dispositif GIP Cafés Cultures.

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services et Monsieur le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à M. le Préfet de Loire-Atlantique et publiée sur le site internet de la collectivité.

Le 16 décembre 2026,
Claude NAUD, Maire,